

Non à la fermeture d'une classe

Rassemblement ce jour...



Non à la fermeture d'une classe

Alors que le Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN) doit fixer, vendredi, les moyens qui seront donnés aux écoles du Gers à la rentrée prochaine, l'inquiétude est palpable à Mauvezin. Près de 100 personnes se sont réunies vendredi à la sortie de l'école pour réclamer le maintien des sept classes de l'école élémentaire.

Au centre des inquiétudes, la carte scolaire 2021 qui laisserait entrevoir la fermeture d'une classe sur les sept à l'école élémentaire de Mauvezin.

Face à cette crainte de voir disparaître une classe, en quelques heures la mobilisation s'est organisée pour un rassemblement revendicatif, vendredi soir devant l'école. Plus de 100 personnes, enfants et parents d'élèves, parents délégués et parents membres de l'APE, se sont retrouvées devant l'école, entourées des élus locaux : le maire de Mauvezin, Alain Baqué, et ses conseillers municipaux, le maire de Saint-Orens, Marceau Dorbes, le Maire de Saint-Antonin, également vice-président des Affaires Scolaires, Michel Fourreau, le Maire de Touget, Philippe Dupouy également conseiller départemental, accompagné de son homologue Hélène Rozis Lebreton, le président de la Communauté des Communes Bastide de Lomagne, Jean Luc Silhères.

Les parents ont fait part de leurs nombreuses inquiétudes et incompréhensions quant à la fermeture d'une classe.

Les calculs arithmétiques de l'Inspection Académique du Gers ne prennent pas en compte la situation d'un village en expansion avec la livraison d'une vingtaine de logements de type F4 d'ici quelques mois, avec les effectifs de la maternelle croissants.

À rajouter à tout cela, la crise sanitaire actuelle avec les gestes barrières et la distanciation à respecter, ainsi que les élèves en situation de handicap que l'école se doit d'accueillir dans les meilleures conditions.

Pour les élus, la fermeture de cette classe est incompréhensible, alors que la commune fait des efforts pour redynamiser sa population au travers d'un Plan Local d'Urbanisme. Les parents, comme les élus, demandent à être reçus par le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN) avant le vendredi 19 février afin qu'il prenne en compte les spécificités du territoire de la CCBL.

La décision définitive interviendra le vendredi 19 février, à 15 h 30 à la préfecture du Gers.

Quant aux parents, ils restent mobilisés et envisagent d'autres actions. En attendant, la balle est dans le camp de l'Éducation Nationale.

Une pétition en ligne est disponible sur mesopinions.com, elle totalise plus 500 signatures à ce jour.

Les enfants ne sont pas des chiffres...

